

WOMEN and POWER Association

*Représentativité des Femmes aux élections générales de 2026 :
Témoignages, Analyses et Recommandations d'acteurs politiques et
de l'espace civique.*



*Ce document est réalisé par Women and Power
Association dans le cadre de ses actions en faveur
d'une meilleure représentativité des femmes pour
les élections de 2026*

SOMMAIRE

PRÉFACE.....	3
Mot de la Présidente.....	6
Qui est Women and Power Association ?.....	9
Représentativité des Femmes aux élections générales de 2026 : Témoignages, Analyses et Recommandations d'acteurs politiques et de l'espace civique.....	18
Les acteurs politiques.....	18
Les acteurs de la société civile.....	29
Les initiatives phares de Women and Power Association.....	41

PRÉFACE

Les femmes et les jeunes filles jouent un rôle important dans le développement de nos États. Bien qu'elles soient souvent reléguées au second plan, d'importants défis contemporains confirment leur indispensabilité, aussi bien sur le plan socio-économique que politico-sécuritaire. En effet, la force démographique des femmes, à elle seule, convainc de la nécessité de les inclure dans toute initiative d'élaboration de politiques publiques ou simplement de gestion de la cité.

Aussi, leur proximité et leur implication dans l'ensemble des secteurs vitaux de la vie de nos États prouvent s'il en était besoin, la place centrale de la femme dans le maintien du monde en équilibre stable. C'est donc peu dire d'affirmer que la femme, est le monde et que le monde est la femme.

Cependant, le constat amer sous nos cieux est que l'implication pleine et entière des femmes et des jeunes filles dans les instances de prise de décision est confrontée à des obstacles socio-culturels tenaces qui, bien souvent, entravent l'essor du leadership féminin.

L'histoire récente du Bénin, nous révèle plusieurs figures de proue, aussi bien en politique que dans les métiers juridiques et de l'éducation. En guise d'illustration, on peut citer Mme Rafiatou Karimou de vénérée mémoire qui, fut cheffe de district en 1975, puis première femme ministre en 1989 sous l'ère du feu Kérékou. Dans la même foulée, on peut citer des personnalités de grande facture telles que feu Maître Grâce d'Almeida, qui a joué un rôle significatif *dans le militantisme béninois* notamment dans l'élaboration de la Constitution de 1990. Il en est de même de feu Mme Rosine Vieyra Soglo, Fondatrice du Parti politique "La Renaissance du Bénin" en 1992, qui a été élue plusieurs fois députée à l'Assemblée nationale de 1999 à 2019 et a également fortement contribué à la vie politique de notre pays. Précisons que la liste précitée n'est pas exhaustive ; cependant, elles rappellent que les femmes sont pleinement capables de contribuer efficacement et durablement à la construction d'un Bénin démocratique, uni, stable et prospère.

En réalité, les femmes et les jeunes filles peuvent participer à la vie politique du Bénin, quel que soit le domaine de compétence. Toutefois, face aux résistances du temps où l'égalité entre hommes et femmes est encore en débats, il est important d'insister sur le fait que rien n'est impossible.

Et qu'en tant que femmes, nous aspirons à rêver grand en ce qui concerne l'avenir des générations futures. Mais pour que ce vœu devienne réalité, les femmes et les jeunes filles doivent s'inspirer des expériences de leurs aînées et en prendre la graine, avec pour objectif d'insuffler un souffle vigoureux, résistant à toutes d'intempéries. Cela leur permettra d'éviter les pièges et les erreurs qui pourraient entraver l'éclosion de leur potentiel en matière de leadership.

Il est vrai que des avancées sont à l'actif des femmes et des jeunes filles aujourd'hui au Bénin. Ces avancées contribueront sans doute à l'affirmation du leadership féminin sur la scène politique, surtout avec l'avènement de la loi 2019-43 du 15 novembre 2019 portant code électoral en République du Bénin, qui stipule que "le nombre de députés à l'Assemblée nationale est de cent-neuf (109), dont vingt-quatre (24) sièges exclusivement réservés aux femmes". Ceci est une avancée, mais pourquoi les choses patinent-elle ? Ou pourquoi les femmes auraient-elles nécessairement besoin d'être favorisées pour accéder à des instances de prise de décision ?

Rien ne devrait être considéré comme définitivement acquis. La lutte contre les idées reçues doit être, par conséquent, permanente. Autant que les hommes, les femmes le peuvent et doivent également participer aux actions politiques et s'affirmer sur la scène politique. C'est pourquoi, il est urgent de comprendre les réels défis et obstacles qui entravent l'affirmation des femmes et des jeunes filles sur la scène politique béninoise. En effet, la compréhension de ces dynamiques contextuelles est essentielle pour améliorer la représentativité féminine au sein des instances de prise de décision. C'est à cette problématique que répond le projet Café Femme Leader, initié par Women and Power Association (WoPAs) que je voudrais saluer.

Ce magazine s'avère d'une importance capitale, compte tenu de la qualité des acteurs et actrices impliquées dans le processus de sa réalisation. Ce projet procède également de la nécessité pour les femmes et les jeunes filles de s'affirmer davantage

sur la scène politique. À juste titre, il documente des témoignages d'une dizaine d'acteurs et d'actrices sur les causes structurelles et culturelles de la faible participation des femmes en politique. A la veille des consultations électorales majeures de 2026, cette production est intégralement la bienvenue, elle propose des analyses et des recommandations qui assurent une meilleure représentativité des femmes aux élections locales. C'est donc un guide pratique qui augure de lendemains meilleurs pour les filles et les femmes dans l'arène publique, car il balise leur positionnement dans les instances de prise de décisions à la base.



Mme Nouratou ZATO-KOTO-YERIMA

Directrice Pays Friedrich-Ebert-Stiftung

Mot de la Présidente



Chères membres, partenaires et ami.e.s de Women and Power Association,

La démocratie ne peut être véritablement inclusive que si toutes les voix sont entendues, y compris celles des femmes. Pourtant, au Bénin, comme dans de nombreux pays, les femmes restent largement sous-représentées dans les instances de décision. Cette sous-représentation n'est pas seulement une question de justice sociale, mais aussi un frein au développement économique et politique de notre pays.

Depuis l'avènement de la démocratie en 1991, le taux de représentativité des femmes au parlement n'a jamais dépassé les 10 % avant 2019. En 2023, lors des élections législatives, une avancée notable a été enregistrée avec un taux de 25,69 % de femmes à l'Assemblée Nationale. Cette progression est le résultat d'une volonté politique affirmée, notamment à travers la révision du code électoral en 2019, qui a instauré un quota de 24 sièges réservés aux femmes sur un total de 109 sièges.

Bien que le quota de 24 sièges constitue un progrès, il a fallu une augmentation du nombre total de sièges (de 83 à 109) pour l'atteindre. De plus, des difficultés demeurent en ce qui concerne l'alternance homme-femme et le positionnement favorable des femmes sur les listes électorales.

En 2023, nous avons observé une régression par rapport à 2019, avec une diminution du nombre de listes alternées (57 % contre 63 % en 2019) et une baisse du nombre de femmes titulaires en deuxième position (38 % contre 42 % en 2019).

Ces éléments soulèvent des questions quant à l'efficacité des dispositions légales en place pour renforcer durablement la représentativité féminine. Il est indéniable que la culture de l'égalité des sexes n'est pas encore pleinement intégrée, et que les stéréotypes traditionnels entravent toujours la participation des femmes à la vie publique.

Les élections communales et municipales de 2026 représentent une opportunité cruciale pour changer cette dynamique.

À travers les actions que nous menons au sein de WoPAs pour une gouvernance plus inclusive au Bénin, il est devenu une évidence pour moi et mes collaboratrices.teurs, que le leadership féminin est un enjeu multisectoriel. Pour promouvoir la participation des femmes en politique, il est essentiel de mobiliser tous les acteurs, y compris les partis politiques, les institutions publiques, les organisations de la société civile et les communautés locales.

La déconstruction des normes patriarcales est cruciale car les stéréotypes de genre et les normes sociales traditionnelles constituent des obstacles majeurs à la participation des femmes en politique. Marie Odile ATTANASSO, ancienne Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique de la République du Bénin, nous parlera de la rigidité du plafond de verre dans son article intitulé " Participation des Femmes au pouvoir législatif : le plafond de verre existe-t-il au Bénin?"

La formation et le renforcement des capacités sont essentiels sans omettre l'importance des dispositions légales et leur strict respect par les parties prenantes concernées.

A WoPAs, les défis ne nous découragent pas. Au contraire, ils renforcent notre détermination à poursuivre notre mission et à œuvrer pour une gouvernance démocratique plus inclusive et équitable.

Je suis convaincue que, grâce à la mobilisation de tous les acteurs, nous pouvons créer un avenir où chaque femme, quel que soit son milieu socio-professionnel, a la capacité et les compétences nécessaires pour accéder à des postes de responsabilité et contribuer au progrès collectif. C'est cette vision qui guide notre action à WoPAs, et c'est cette vision que nous continuerons à défendre avec détermination et passion.

Je remercie tous ceux et toutes celles qui soutiennent notre mission, et je vous invite à nous rejoindre dans ce combat pour l'égalité et l'inclusion.

Charlotte EZEBADA

Présidente Women and Power Association (WoPAs)

Qui est Women and Power Association ?

Dans un monde en pleine mutation, où les inégalités de genre persistent malgré les avancées significatives en matière de droits des femmes, nous nous distinguons au travers de notre engagement à transformer les structures sociales et politiques pour une meilleure inclusion des femmes. Fondée en 2018, WoPAs est une organisation béninoise dédiée à l'empouvoirement des jeunes filles et des femmes, avec pour mission de renforcer leurs capacités en leadership et de favoriser leur participation active dans les instances de décision. À travers des programmes de formation, des initiatives de mentorat et des campagnes de plaidoyer, WoPAs s'efforce de créer un environnement où les jeunes femmes peuvent exercer un leadership durable et influent pour contribuer à une gouvernance plus équitable et inclusive.



Notre Mission et Vision

La mission de WoPAs est claire et ambitieuse : bâtir une société équitable et inclusive où chaque jeune fille et femme a la capacité et les compétences nécessaires pour accéder à des postes de responsabilité et contribuer au progrès collectif. Cette mission s'articule autour de plusieurs axes stratégiques, notamment le renforcement des compétences en leadership, la promotion de la représentativité des jeunes

femmes dans les sphères politiques et économiques, et la création d'un environnement propice à l'épanouissement professionnel et personnel des femmes.

Nous nourrissons la vision de voir une société où les femmes ne sont plus des spectatrices, mais des actrices clés dans la prise de décision, que ce soit au niveau local, national ou international. Les femmes, quel que soit leur milieu socio-professionnel, doivent pouvoir accéder à des postes de pouvoir et influencer les politiques publiques pour le bien-être de toutes.

Nos domaines d'Intervention :

WoPAs intervient dans plusieurs domaines clés pour atteindre ses objectifs. Ces domaines reflètent une approche holistique de l'autonomisation des femmes, allant de la formation au plaidoyer, en passant par le mentorat et l'incubation de leadership.

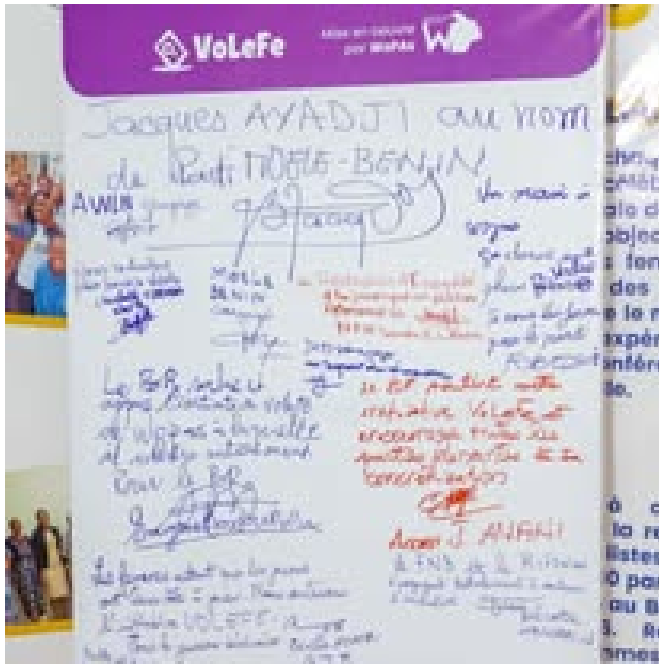
Formation et Renforcement des Capacités

WoPAs conçoit et anime des formations adaptées pour renforcer les compétences en leadership et en gouvernance des jeunes femmes. Ces formations visent à outiller les participantes avec les connaissances et les outils nécessaires pour naviguer dans des environnements politiques et professionnels souvent dominés par les hommes. Les modules de formation incluent des sujets tels que la communication efficace, la gestion de projet, la prise de décision stratégique, et la négociation.



Plaidoyer pour l'Empowerment des Femmes

WoPAs mène des campagnes de plaidoyer en faveur de l'égalité des genres et de la représentativité des femmes dans toutes les instances de décision. L'organisation travaille en étroite collaboration avec les décideurs politiques, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux pour influencer les politiques publiques et les législations en faveur des droits des femmes.





Incubation de Leadership

WoPAs offre des programmes d'incubation de leadership pour les jeunes filles qui aspirent à des postes de responsabilité, que ce soit dans les écoles, les universités, les communautés ou les milieux professionnels. Ces programmes visent à identifier et à soutenir les talents féminins émergents, en leur offrant des opportunités de développement personnel et professionnel.



Mentorat et Réseautage

Le mentorat est au cœur des activités de WoPAs. L'organisation met en place des programmes de mentorat qui créent des opportunités de soutien et de réseautage pour les jeunes femmes. Ces programmes permettent aux participantes de bénéficier de l'expérience et des conseils de femmes leaders établies, tout en développant un réseau professionnel solide.



Investissement dans le Capital Humain Féminin

WoPAs investit dans l'éducation et le changement des comportements communautaires pour soutenir la pleine inclusion des femmes dans la société. L'organisation travaille à sensibiliser les communautés sur l'importance de l'égalité des genres et à promouvoir des modèles de réussite féminins pour inspirer les

génération

futures.



Nos Approches et Méthodologies

WoPAs adopte une approche participative et inclusive dans la mise en œuvre de ses programmes. L'organisation s'inspire des meilleures pratiques en matière de développement des capacités et de plaidoyer, et adapte ses interventions aux réalités locales. Les méthodologies utilisées incluent :

La Recherche-Action Participative (RAP) : WoPAs implique activement les bénéficiaires dans la conception et la mise en œuvre de ses programmes afin de garantir que les interventions répondent aux besoins réels des communautés.

Le Plaidoyer Basé sur les Preuves : WoPAs utilise des données et des recherches pour étayer ses campagnes de plaidoyer. Cette approche permet de renforcer la crédibilité et l'impact de nos actions.

Le Renforcement des Capacités par la Formation : Les formations de WoPAs sont conçues pour être interactives et pratiques pour permettre aux participantes d'appliquer immédiatement les connaissances acquises dans leur contexte professionnel ou communautaire.

Représentativité des Femmes aux élections générales de 2026 : Témoignages, Analyses et Recommandations d'acteurs politiques et de l'espace civique.

L'équipe de Women and Power Association a initié dans le cadre de ce travail de documentation, et à la lumière de notre méthodologie "Plaidoyer Basé sur les Preuves", des entrevues avec une dizaine d'acteurs politiques et de la société civile. Nous sommes allés à la rencontre de ces acteurs avec lesquels nous collaborons dans le cadre de notre mission. Les pages qui suivent sont le fruit d'interviews-échanges réalisées et transcrites par notre équipe de documentation.

Les acteurs politiques

Caucus des Femmes Parlementaires du Bénin



Djamilatou Sabi Mohamed, Présidente CFPB,

Membre du Parti Politique Union Progressiste le Renouveau

Le Caucus des Femmes Parlementaires du Bénin (CFPB) est une organisation rassemblant les femmes députées de l'Assemblée nationale du Bénin. Sa mission principale est de promouvoir le leadership féminin, l'égalité des sexes et l'implication active des femmes dans la vie politique et institutionnelle du pays. Depuis sa création, le CFPB s'est engagé à travers des actions concrètes pour renforcer la place des femmes dans les sphères décisionnelles, en s'attaquant aux barrières structurelles et culturelles qui entravent leur participation politique.

Les Actions du Caucus des Femmes Parlementaires du Bénin

Le CFPB mène plusieurs initiatives pour favoriser la participation des femmes en politique. Parmi ses principales actions figurent le plaidoyer pour des réformes législatives en faveur des droits des femmes et de leur participation politique, ainsi que l'appui aux femmes candidates aux élections à travers le renforcement de leurs capacités et un accompagnement stratégique. Le Caucus organise également des campagnes de sensibilisation et de formation destinées aux femmes et aux jeunes filles sur les enjeux de la participation politique. Enfin, il collabore étroitement avec les partis politiques et les institutions pour une meilleure prise en compte des femmes dans les instances décisionnelles.

Expérience et Initiatives pour renforcer la place des femmes en politique

En tant que présidente du Caucus des Femmes Parlementaires du Bénin, j'ai eu l'opportunité de travailler activement sur les questions de participation politique des femmes. Depuis plusieurs années, j'ai contribué à des réformes et à des programmes visant à lever les barrières qui freinent l'implication des femmes en politique. Parmi les initiatives marquantes, on peut citer la participation à la mise en œuvre du Projet de Renforcement du Leadership des Femmes en Politique (PRLFP), qui vise à former et encadrer les futures élues. Nous avons également organisé des forums et ateliers de formation sur la communication politique, le leadership et la gestion de campagne électorale.

Un autre axe important de notre action est le plaidoyer pour l'application effective de la loi sur le quota de 30 % de femmes aux élections législatives et communales. Pour soutenir les jeunes femmes aspirant à des fonctions électives, nous avons mis en place des réseaux de mentorat qui leur offrent un accompagnement personnalisé et des conseils stratégiques.

Freins Structurels et Obstacles Culturels à l'Engagement Politique des Femmes

Malgré les avancées, plusieurs freins structurels et obstacles culturels persistent. Parmi les principaux défis, on peut citer l'insuffisance de mesures incitatives pour encourager la participation des femmes, ainsi que les moyens financiers limités dont elles disposent pour mener des campagnes électorales. Dans ma circonscription

électorale, qui regroupe les communes de Kandi, Malanville et Karimama, la société reste essentiellement patriarcale, ce qui rend difficile l'émergence de femmes leaders.

De plus, la faible représentativité des femmes dans les instances dirigeantes des partis politiques et l'absence de dispositifs efficaces pour protéger les femmes contre les violences politiques et le harcèlement constituent des obstacles majeurs. Les pressions sociales et familiales dissuadent également de nombreuses femmes de s'engager en politique, tandis que le manque de modèles féminins inspirants dans l'espace politique limite les aspirations des jeunes générations.

Actions du CFPB pour surmonter Ces Obstacles

Pour surmonter ces obstacles, le Caucus des Femmes Parlementaires du Bénin a mis en place plusieurs actions. Nous menons des campagnes de sensibilisation des communautés et des leaders d'opinion sur l'importance de l'implication des femmes en politique. Nous organisons également des programmes de formation destinés aux femmes candidates pour renforcer leurs compétences en leadership et en gestion de campagne.

Le CFPB plaide activement pour un meilleur financement des candidatures féminines et pour des mesures incitatives à l'intention des partis politiques respectant la parité. Enfin, nous offrons un accompagnement et un mentorat aux jeunes femmes intéressées par la politique, afin de les préparer à assumer des rôles de leadership.

Difficultés des Femmes en Matière de Financement Électoral et Solutions Apportées

L'un des défis majeurs auxquels sont confrontées les femmes en politique est l'accès limité aux financements publics et privés pour leurs campagnes électorales. Elles sont souvent marginalisées lors de la répartition des ressources au sein des partis politiques, et le manque de garanties pour obtenir des prêts ou financements externes complique encore leur situation.

Pour répondre à ces difficultés, le CFPB a initié des plaidoyers auprès des institutions financières pour la mise en place de fonds d'appui aux femmes candidates. Nous avons également établi des partenariats avec des organisations internationales, comme l'Institut pour la Gouvernance Démocratique (IGD) et certaines ambassades, pour financer des programmes de renforcement des capacités.

Stratégies efficaces pour améliorer la participation politique des femmes

Plusieurs stratégies se sont révélées efficaces pour améliorer la participation politique des femmes. Parmi elles, on peut citer le renforcement de l'éducation politique et citoyenne des jeunes filles dès le secondaire et l'université. Il est également essentiel d'imposer des quotas plus stricts dans les listes électorales et les instances dirigeantes des partis politiques, ainsi que de créer des incitations financières et fiscales pour encourager les candidatures féminines.

Enfin, l'utilisation des médias pour valoriser les parcours de femmes politiques et briser les stéréotypes joue un rôle clé dans la promotion de l'égalité des sexes en politique.

Rôle des Partis, Institutions et Société Civile pour un Environnement Plus Inclusif

Pour créer un environnement plus inclusif, les partis politiques doivent intégrer des mesures internes pour promouvoir les femmes et respecter les quotas. Les institutions publiques ont quant à elles la responsabilité de garantir des lois contraignantes et des financements adaptés. Enfin, la société civile joue un rôle crucial en sensibilisant et en accompagnant les femmes dans leur engagement politique.

Suggestions pour Renforcer la Législation et les Politiques Publiques

Pour renforcer la législation et les politiques publiques, il est nécessaire d'élargir le système de quota de sièges réservés aux femmes jusqu'aux élections communales et locales. Il est également important de sanctionner les partis ne respectant pas les obligations de représentativité des femmes et d'encourager la mise en place de fonds électoraux exclusivement dédiés aux femmes candidates. Enfin, l'adoption de lois contre le harcèlement et la violence politique à l'égard des femmes est une priorité.

Vision pour la participation des femmes en politique d'ici 2026

Ma vision pour la participation des femmes en politique d'ici 2026 est ambitieuse. Je souhaite voir augmenter le nombre de femmes élues au Parlement et dans les conseils municipaux, tout en renforçant les capacités des femmes leaders pour une meilleure représentativité. Il est essentiel d'inscrire l'égalité des sexes comme une priorité nationale à travers des politiques publiques ambitieuses. Enfin, je crois

fermement à la nécessité d'une transformation culturelle profonde pour que la participation des femmes soit pleinement acceptée et valorisée.

Parti Politique Nouvelle Force Nationale



SANATA Isabelle LAHAMI,

Première Vice-Présidente du Parti NFN

Depuis la création du parti politique NFN il y a plus de cinq ans, la femme est au cœur de nos préoccupations. L'égalité des genres est l'un des principes fondamentaux de notre parti et, dès sa création, nous avons estimé qu'au moins 30 % des postes devaient être occupés par des femmes. Depuis lors, nous avons œuvré pour que toutes nos instances aient une représentation féminine d'au moins 30 %. Avec le temps, nous avons même dépassé cet objectif, passant de 30 % à 33 %. Par exemple, lors des élections législatives, nous avons eu plus de 30 % de femmes positionnées sur nos listes.

Le parti Nouvelle Force Nationale accorde une importance capitale à la participation politique des femmes. Pour ce faire, un mécanisme a été mis en place pour la promotion des femmes au sein du parti. Il s'agit de l'installation du Réseau des Femmes Leaders, qui a tenu son congrès constitutif le 9 septembre 2022, au cours duquel nous avons procédé à une élection des représentantes dans les circonscriptions électorales. Bientôt, le réseau des femmes sera présent sur tout le territoire, au fur et à mesure de l'installation des coordinations de base. Actuellement, les représentantes des communes et des arrondissements sont en cours d'installation, afin que dans toutes nos instances, les femmes soient représentées à au moins 33 %.

Sur le terrain, nous avons constaté que la participation politique féminine est confrontée à de grands défis. Nous pouvons même dire qu'il s'agit d'un défi fondamental, car une fois résolu, il permettrait aux femmes de participer activement à la vie politique. Le principal obstacle, à mon avis, est l'autonomisation de la femme. Le pouvoir d'achat des femmes est un frein à leur participation politique, car sans pouvoir d'achat, on ne peut pas faire de politique.

Les femmes sont souvent limitées sur le plan professionnel, car elles n'ont pas d'activité pour leur émancipation et le bien-être de leur famille. L'autonomisation est donc cruciale pour la participation des femmes. On pourrait évoquer d'autres obstacles, tels que les pesanteurs sociopolitiques et culturelles, mais à mon avis, avec le pouvoir d'achat, les femmes ont la possibilité de réduire, voire d'éliminer ces obstacles culturels. Une femme financièrement indépendante peut changer les cultures et les habitudes. Je donne l'exemple d'une femme au foyer qui est également fonctionnaire. Cette femme a la possibilité de s'occuper de son foyer au même titre que son époux, c'est-à-dire qu'elle a les moyens de subvenir aux besoins du ménage. En tant que fonctionnaire, elle est souvent absente, mais elle a la possibilité d'assurer toutes les tâches ménagères, par exemple en engageant des nounous pour s'occuper des enfants, des répétiteurs pour leur éducation, et en mettant à la disposition de la famille un moyen de transport pour leurs déplacements. De plus, elle peut fournir toutes les ressources nécessaires à l'épanouissement de sa famille, que ce soit en matière de santé ou de nourriture. Quelle que soit la culture ou les habitudes, cette femme pourra librement participer à la vie politique, car son pouvoir d'achat lui permet de mettre sa famille à l'aise, sans qu'il y ait de reproches à lui faire. C'est pourquoi je pense que l'autonomisation est le véritable levier pour la participation politique des femmes. Toute femme autonome financièrement a la possibilité de s'engager dans la vie politique sans crainte, quelles que soient les cultures ou les habitudes de sa société qui voient d'un mauvais œil la présence des femmes en politique.

Pour ma part, le travail à accomplir afin d'accroître le taux de participation des femmes en politique est de travailler sur leur autonomisation. C'est la seule condition pour que les femmes puissent accéder à la politique. Une fois cette autonomie acquise, il sera plus facile de sensibiliser les cultures réticentes et la population

réfractaire à la participation politique des femmes. Des actions sont en cours pour lever les limites à la participation politique des femmes. Nous avons estimé qu'il était intéressant de créer des coopératives de femmes pour mener des activités génératrices de revenus, afin qu'elles puissent devenir progressivement autonomes. Nous avons pensé regrouper au moins 50 femmes par arrondissement et les constituer en coopératives, grâce à des formations sur des activités génératrices de revenus.

Les difficultés rencontrées par les femmes lors des campagnes électorales sont principalement d'ordre financier. Mener une campagne électorale nécessite beaucoup d'argent, et comme nous l'avons dit précédemment, les femmes sont souvent dépendantes financièrement. La solution que nous envisageons est de former les femmes à des activités génératrices de revenus, afin qu'elles puissent devenir autonomes financièrement. Une autre difficulté est le manque d'accès aux institutions financières. Toutes les femmes n'ont pas accès à ces institutions, ce qui est parfois lié au manque de pièces d'identification. Parfois aussi, l'insuffisance de distribution ou l'accès limité aux institutions de microfinance empêche certaines femmes d'y accéder. Les solutions à apporter sont d'aider les femmes à obtenir les pièces d'identification nécessaires à l'accès aux institutions financières.

Selon moi, les stratégies les plus efficaces sont les suivantes :

- La prise de conscience du pouvoir exécutif, en réservant un quota de postes aux femmes dans les instances de la République, par exemple, le pourcentage accordé aux femmes handicapées lors des élections législatives dans le Code électoral
- La prise de conscience des partis politiques, afin que chacun définisse un pourcentage de postes accordés aux femmes dans toutes les instances, y compris sur les listes électorales
- La formation et le renforcement des capacités des femmes en tant que leaders, ce qui leur permettra de s'engager davantage dans la vie politique

J'ajouterai également que la société civile et les partenaires techniques et financiers ont un rôle important à jouer dans l'accroissement du taux de participation et la réduction de l'inégalité entre hommes et femmes. C'est grâce à l'intervention des

ONG et des partenaires financiers que de nombreuses femmes ont été motivées à s'engager en politique. Le rôle de ces acteurs est fondamental dans l'accompagnement de la participation politique féminine. Leur intervention entraînera une augmentation du taux de participation des femmes aux élections générales à venir. De nombreuses femmes ont été motivées à participer à la politique grâce à ces institutions. Les formations, les pépinières et les initiatives de dialogue ont permis aux femmes de comprendre que la participation politique n'est pas l'apanage des hommes.

Parti Politique MOELE-BÉNIN



Dr William Modeste DEHOTIN

Membre de la cellule juridique du parti Moele-Bénin

Le parti Moele Bénin accorde une place très importante aux femmes. Ce n'est pas un discours, c'est une pratique. Le parti est avant-gardiste et met la femme au cœur de toutes ses préoccupations. La représentativité des femmes est une préoccupation majeure. Au sein du bureau politique national, les femmes représentent 15 % des membres, et 45 % dans l'ensemble des organes dirigeants. Notre objectif est d'atteindre la parité parfaite, c'est-à-dire un homme, une femme à chaque poste.

Le positionnement des femmes sur nos listes lors des élections passées a été remarquable. Nous n'avons pas pu atteindre la parité parfaite, car nous avons rencontré des difficultés à trouver suffisamment de femmes disponibles. Cependant, nous nous engageons à atteindre la parité parfaite lors des prochaines élections, avec 50 % de femmes en tête de liste.

Les principaux obstacles à la représentativité des femmes sont d'ordre sociétal, institutionnel et organisationnel. Le problème de la promotion des femmes en politique est avant tout sociétal. La femme a quitté son rôle traditionnel pour investir l'espace public. Bien qu'elle ait toujours joué un rôle important en coulisses, elle doit désormais être au premier plan dans la prise de décision.

Les obstacles institutionnels et organisationnels incluent les règlements intérieurs, les modes de sélection des candidats, l'accès au financement et aux ressources, ainsi que les réseaux d'influence et de mentorat. Le financement est un problème majeur, car la politique nécessite des moyens financiers. Les femmes sont doublement, voire triplement handicapées, car elles doivent concilier leurs obligations familiales et professionnelles. Elles ont également besoin de mentors pour les guider dans leur parcours politique.

Les actions menées par le parti MOELE Bénin pour encourager la représentativité des femmes incluent la mise en place de l'égalité parfaite, la formation des femmes à l'école politique du parti, et l'accompagnement financier des projets portés par les femmes. Le parti dispose également d'un groupe de femmes, les Amazones MOELE Bénin, qui constitue une force importante.

Quant à l'efficacité de ces mesures, je dirai qu'elles sont très efficaces. Avant de prendre des mesures, il faut d'abord poser un diagnostic. Lorsque le diagnostic est posé et que l'on se donne l'ambition de résoudre les problèmes, les résultats sont visibles. Bien sûr, tout n'est pas parfait, il y a des difficultés. L'autre chose à laquelle je faisais allusion, c'est le manque de ressources. Les femmes ont le pouvoir, mais sont-elles prêtes à l'exercer ? C'est pourquoi j'admire celles qui, malgré les stéréotypes, s'affirment. À partir de là, la femme doit être intégrée au cœur de la politique. . Moelle Bénin, l'école politique du parti, forme les femmes sur certains modules pour renforcer leurs capacités et leurs aptitudes à évoluer dans le monde politique. L'efficacité est là, car les femmes progressent. Nous devons continuer dans cette voie.

Le plus grand défi est de s'assurer que toutes les femmes sont prêtes à s'engager. Celles qui le sont, nous les accompagnons. Le défi est de les accompagner davantage et d'avoir plus de candidates volontaires. Car avoir des textes qui prévoient 50 % de femmes, c'est bien, mais sans candidates, nous ne pourrions pas atteindre nos objectifs. Notre défi est d'atteindre ce seuil et de le dépasser. Tout dépendra de la disponibilité des femmes et des résultats obtenus.

La première limite, c'est la femme elle-même. Le jour où les femmes décideront de prendre le pouvoir, elles le feront. Car avec 52 % de la population, elles ont la majorité absolue. La limite est relative à la femme elle-même. C'est la limite générale. À Moelle Bénin, je ne vois pas de limite interne structurée. La seule limite pourrait être financière. Nous ne bénéficions pas de subventions de l'État. Nous faisons avec nos propres fonds.

Ce n'est pas une question de réformes, mais de temps. Si les mentalités ne suivent pas, les réformes ne serviront à rien. Il faut sensibiliser, accompagner, expliquer. La loi peut encadrer, mais il faut que les gens acceptent. Cela passe par la sensibilisation et la démonstration que c'est possible.

En matière d'accompagnement à l'endroit des femmes en politique, il faut la formation d'abord. Il faut leur dire ce qui les attend. L'accompagnement financier est essentiel. Il faut des projets pour les femmes. Nous avons une direction dédiée à cela. Les deux défis majeurs sont la formation et l'autonomie financière.

Pour les élections de 2026, MOELE Bénin prévoit plus de femmes, car le cadre réglementaire est prévu. Elles sont obligées de combler le quota de 50 % en tête de liste. Elles doivent mobiliser des ressources par elles-mêmes.

Les acteurs de la société civile

Réseau des Femmes Leaders Africaines chapitre du Bénin (AWLN-BENIN)



Huguette AKPLOGAN-DOSSA, Présidente AWLN-BENIN

La stigmatisation sociale qui fait que ces femmes en politique peuvent être perçues comme des hors normes ou trop ambitieuses, où on les confond parfois même avec des femmes de mœurs légères, et elles manquent souvent de soutien. Nous avons également le manque de modèles féminins et l'absence de figures de proue influentes en politique. Mais aujourd'hui, nous voyons la vice-présidente de la République et un certain nombre d'autres femmes, mais nous en voulons encore plus qui se révèlent au plan politique.

Il y a aussi la pression au niveau des familles, notamment dans certaines cultures, où les familles peuvent décourager les femmes à s'engager en politique, estimant que cela nuit à leur rôle au sein de leur foyer et à leur personne, surtout. Enfin, l'accès limité aux différents réseaux est un obstacle important : les femmes n'ont pas l'habitude de pénétrer certains cercles. Or, ce sont ces cercles qui promeuvent les positionnements, et quand elles ne s'y retrouvent pas, il devient difficile pour elles de s'y intégrer et de bénéficier des opportunités qui s'y trouvent.

En ce qui concerne les actions menées, je parlerai tout d'abord des ateliers de renforcement de capacités que nous organisons régulièrement à travers des webinaires dans les domaines que nous avons mis en place. Je peux également

parler du mentorat que nous avons instauré à travers le caucus des jeunes. Au niveau de l'organisation, les aînés tendent la main aux jeunes, et nous travaillons en étroite collaboration avec eux. Nous mettons également l'accent sur l'autonomisation des femmes, car une femme autonome est doublement accomplie. Nous abordons cette question à travers l'inclusion financière, pour que les femmes leaders, qu'elles soient entrepreneures ou en politique, puissent gérer leurs activités et évoluer sans difficulté.

Les actions de plaidoyer n'ont pas manqué pour des réformes. Par exemple, concernant la discrimination positive en faveur des femmes au niveau politique, nous avons œuvré tout au long de l'année 2024 aux côtés du caucus des femmes parlementaires et d'autres réseaux comme l'Europe. Nous avons également travaillé avec ce réseau pour voir dans quelle mesure nous pourrions aider à surmonter les difficultés existantes. Quant à la composition, au niveau des bases, des communes et des municipales, la discrimination positive est également un sujet important, et nous avons mené plusieurs actions en ce sens. Je crois que nous avançons droit vers la réalisation de cet objectif, puisque le chef de l'État a reçu les femmes du caucus pour en discuter. Nous faisons également notre lobbying avec la présidente de l'INF pour que ce projet puisse avancer.

Dans le cadre des activités de terrain, nous avons organisé des focus groups avec des groupements de femmes, notamment celles qui sont en politique, pas seulement à Cotonou, mais aussi à Porto-Novo et dans le Nord, avec les organisations dirigées par des femmes leaders membres de l'organisation. Nous avons abordé des questions liées à la masculinité positive, au bien-être économique des femmes et à leur autonomie au sein des foyers pour leur permettre de mieux se sortir de leurs difficultés. Nous avons aussi mené des sensibilisations communautaires pour déconstruire les stéréotypes et identifier les soutiens financiers que nous pouvons leur apporter en leur donnant accès aux facilités mises en place par l'État et d'autres institutions pour soutenir les entreprises dirigées par des femmes.

Concernant le financement de leur campagne électorale, les femmes rencontrent plusieurs défis majeurs, souvent liés à des inégalités structurelles et culturelles. Par exemple, il existe une discrimination dans le financement public : les femmes ne reçoivent pas les mêmes ressources que les hommes. Les mécanismes de

financement publics ne tiennent pas toujours compte des besoins spécifiques des femmes candidates. L'accès limité aux ressources financières est également un problème : les femmes ont souvent moins de réseaux financiers solides ou de soutien de la part des donateurs. Comme je l'ai dit plus tôt, elles ne font pas partie de certains cercles fermés, ce qui rend leur parcours difficile. De plus, les coûts élevés des infrastructures nécessaires à la campagne les obligent parfois à dépenser davantage pour surmonter les stéréotypes et gagner en visibilité, ce qui alourdit leurs charges financières. Enfin, il y a le manque de soutien institutionnel au niveau des partis politiques. Bien que des mécanismes de financement aient été mis en place, les femmes n'arrivent toujours pas à percer et à en bénéficier de manière indépendante. Cela revient souvent à une question de confiance en soi pour pouvoir percer dans ces milieux et bénéficier des opportunités mises en place pour elles.

Concernant les mécanismes pour permettre aux femmes de disposer de fonds pour mener leurs campagnes électorales, je vous dirai qu'à la création de notre organisation en 2017, nous avons lancé un fonds de soutien pour les femmes. Ce fonds, initié par les femmes elles-mêmes, a débuté avec 3000 dollars, montant qui a ensuite été complété par le groupe des amis du réseau, avec à sa tête la République fédérale d'Allemagne. Aujourd'hui, ce fonds est géré par Standard Bank en Afrique du Sud et est dédié à l'accompagnement des femmes à travers différents pays. Au Bénin, nous avons voulu créer un fonds, mais des mécanismes nationaux n'existent pas encore pour permettre sa mise en place. Aujourd'hui, nous travaillons avec Louis Found Bénin, dont nous sommes également membres, pour voir comment les femmes pourraient mettre des ressources en commun et les utiliser pour accompagner les femmes en politique, ainsi que dans leurs activités génératrices de revenus, afin de leur donner plus de pouvoir.

En dehors de cela, certaines initiatives permettent aux femmes de renforcer leur pouvoir financier, comme la formation en gestion des ressources, ou encore l'idée de mettre en place des réseaux pour aider les femmes à renforcer leurs capacités financières. Nous faisons cela à travers des ateliers et des webinaires pour les aider à gérer leur budget de campagne et à établir des partenariats stratégiques. Il y a

également le mentorat et le réseautage, avec pour objectif de les aider à influencer les politiques actuelles et à obtenir des ressources pour leurs activités politiques. Enfin, il y a le plaidoyer auprès des autorités pour voir comment, dans quelques années, nous pourrions mettre en place une banque des femmes, financée par une partie de la responsabilité sociétale des entreprises, pour soutenir les femmes en politique, en particulier celles issues de milieux défavorisés. N'oublions pas que la sororité nous demande de tendre la main à celles qui viennent de ces milieux-là également. Cela permettrait d'avoir une certaine équité. Nous continuerons donc à demander le renforcement des capacités des femmes, en leur fournissant des informations pour les aider à mobiliser des ressources, gérer leur budget et établir des partenariats spécifiques, ce qui est très important. Je l'ai dit précédemment, et nous ne cesserons de sensibiliser les partis politiques pour promouvoir une culture interne qui favorise et soutient activement la participation des femmes, en leur offrant des opportunités égales. Je précise, des opportunités égales. Nous continuerons à faire ce plaidoyer pour que nos lois, qui garantissent un financement public et équitable pour les femmes candidates, soient mises en œuvre, afin d'assurer la transparence et l'équité dans la distribution des ressources au sein des partis politiques. Ainsi, les femmes pourront être réellement actives sur le terrain politique, et ces actions combinées pourraient réduire les obstacles financiers et encourager davantage de femmes à s'engager. C'est de cela qu'il s'agit.

Pour améliorer la participation politique des femmes au Bénin, plusieurs stratégies peuvent être envisagées, comme la mise en place de quotas. Vous avez vu ce que la loi discriminatoire a permis au Parlement : nous sommes passés de 7 % à 26,6 %. Cette introduction de quotas pourrait permettre de réserver un certain nombre de places et de sièges dans les institutions, que ce soit au Parlement ou au niveau local, comme nous sommes en train de le faire. Nous pourrions également continuer les programmes de formation, organiser des ateliers et des webinaires, mais aussi mettre en place des espaces d'échange entre les femmes expérimentées en politique et celles qui débute actuellement. Cela permettrait à ces femmes d'acquérir les compétences nécessaires pour s'engager davantage en politique. L'expérience acquise est très importante, et il est essentiel de relier la nouvelle génération à l'ancienne.

Le soutien institutionnel est également crucial. Je dis que la création de l'INF (Institut National des Femmes pour l'Empowerment) est une opportunité pour nous aujourd'hui, et il ne faut pas seulement se cantonner à la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG). Le volet promotion du leadership féminin doit également être renforcé au sein de l'INPHE. Nous avons déjà souhaité mettre en place des programmes de formation physiques au siège de l'INPHE, qui dispose de petites et grandes salles. Nous pourrions également former les femmes par des webinaires ou une combinaison de formations physiques et à distance, afin de renforcer leurs capacités et de leur fournir des informations essentielles sur les droits des femmes, leur permettant de lutter contre les discriminations et d'accéder à ces cercles de décision dont nous parlons.

Il est aussi nécessaire de mener des sensibilisations communautaires pour déconstruire les stéréotypes et encourager les communautés, particulièrement les hommes, à soutenir les femmes. Nous revenons ici à la notion de masculinité positive. Il faut aussi renforcer les réseaux et faciliter l'accès des femmes aux réseaux politiques et économiques, pour leur permettre de mieux naviguer dans des environnements dominés par les hommes. En combinant ces stratégies, les parties prenantes peuvent contribuer à transformer le paysage politique et garantir une participation équitable des femmes. Nous affirmons que ce que les hommes font, les femmes peuvent le faire aussi. Il est donc essentiel qu'elles continuent de croire en elles-mêmes pour pénétrer ces cercles et bénéficier des avantages mis en place pour elles.

Bien évidemment, chaque partie prenante a un rôle à jouer. Les partis politiques doivent promouvoir cette équité en intégrant davantage les femmes dans leurs structures, en soutenant activement leurs candidatures et en les positionnant de manière équitable pour les élire. La mise en place de formations en leadership au sein des partis politiques serait également une excellente initiative. Il faut aussi garantir un financement équitable pour les campagnes électorales des femmes. Au niveau des institutions publiques, il faut créer un cadre juridique et politique favorable à l'égalité des sexes, comme les lois sur la discrimination positive et les mécanismes de financement public pour les femmes, particulièrement pour leur visibilité. De plus, il

est impératif de veiller à l'application stricte des lois contre les discriminations et les violences basées sur le genre.

Au niveau de la société civile, des réseaux comme le RIF (Réseau International des Femmes) ou le FENEC (Fonds pour l'Égalité et la Citoyenneté) accompagnent les femmes à travers des formations, des campagnes de sensibilisation, du plaidoyer et un soutien direct. Nous organisons des campagnes pour déconstruire les stéréotypes, ainsi que des campagnes pour promouvoir la masculinité positive. Nous créons aussi des réseaux de soutien autour des femmes. Par exemple, l'IG (Institut de Gouvernance) aide les femmes en politique, en leur fournissant des assistantes pour les aider à rédiger leurs textes et soutenir leurs actions sur le terrain. Nous organisons aussi des webinaires pour renforcer les compétences des femmes, en leur fournissant les informations essentielles pour réussir.

Concernant la législation, ce qui a été fait est encourageant, mais nous pouvons faire mieux, particulièrement pour les femmes à la base, qui sont plus nombreuses. Il est également nécessaire que la loi sur la discrimination positive que nous attendons soit mise en place avant les prochaines élections, pour garantir une représentation minimale des femmes dans les assemblées législatives, les élections communales et les postes de décision. Il faut aussi renforcer les lois contre les discriminations et le harcèlement, notamment en milieu politique, afin de protéger les femmes candidates et élues. Enfin, nous devons également intégrer des initiatives publiques pour former les femmes aux compétences politiques et les accompagner dans leur parcours.

Le 31 mars et 1er avril prochains, un forum national des femmes leaders se tiendra sur le bien-être économique des femmes au foyer. Ce sera l'occasion de discuter de la possibilité de légiférer pour protéger ces femmes et leur permettre de participer à la vie politique. Nous espérons que cette initiative contribuera à garantir que les femmes, y compris celles au foyer, puissent participer activement à la vie sociale, économique et politique du pays.

Gouvernement des Jeunes du Bénin



Benilde AKAMBI, Président Gouvernement des Jeunes du Bénin

Le Gouvernement des Jeunes du Bénin est une organisation de jeunes, de type associatif qui est né il y a presque 10 ans, d'un rêve. Celui de voir un jour des jeunes hommes et femmes béninois, de quelque région qu'ils soient, peu importent leurs conditions de vie, être assis et entendus dans toutes les sphères de décisions, là où bât le cœur de notre démocratie.

Pour réaliser cette ambition, le Gouvernement des Jeunes du Bénin est bâti comme une association-école qui s'est donné pour mission de forger (par la formation et la simulation des fonctions exécutives) ces jeunes-là qui aujourd'hui aspirent. Ainsi, il est structuré en trois niveaux : un Conseil des ministres, des Préfectures des jeunes (dans les départements) et des Mairies des jeunes (dans les communes).

Au-delà de notre domaine de prédilection qu'est le renforcement des capacités et de la présence des jeunes sur les questions de gouvernance, nous intervenons également sur des questions actuelles telles que : l'employabilité des jeunes, la protection de l'environnement et la justice climatique, la santé et le bien-être, la promotion de nos cultures, et bien entendu le sport.

Il est une évidence que l'on ne peut nier : autant les jeunes que les femmes ont du mal à trouver leur place dans les instances de prise de décision politique. Et si en tant que jeunes, nous souhaitons adresser cette problématique, nous devons le faire solidairement avec les autres couches de la société (les femmes et les personnes

vivant avec un handicap). Et donc, le Gouvernement des Jeunes y travaille depuis sa création en 2016, mais cet engagement a été renforcé depuis l'arrivée de l'équipe dirigeante actuelle en 2020.

Selon votre expérience terrain, quels sont les principaux freins structurels à l'engagement politique des femmes au Bénin ?

Déjà, il me paraît risqué de dissocier les freins culturels de ceux structurels, car au fond, il est évident que les seconds découlent des premiers. En effet, les freins à l'engagement des femmes en politique au Bénin sont systémiques : la culture politique est patriarcale, le financement électoral est difficilement accessible pour les femmes, et malheureusement, bien que la discrimination positive insérée dans les mécanismes partisans soit un premier pas, elle demeure insuffisante.

Culturellement au Bénin, les normes patriarcales assignent aux femmes des rôles domestiques ou communautaires, ce qui limite considérablement leur légitimité dans l'espace politique. Les stéréotypes comme « la politique est un monde d'hommes » ou « une femme ambitieuse néglige sa famille » découragent leur participation. Et même lorsqu'elles ont le courage de se lancer, les stéréotypes sont plus que jamais présents. Lors de certaines sessions de formation du GJB, il nous est revenu que pendant les campagnes, les candidates sont souvent interrogées sur leur vie privée, ce qui est rarement le cas pour les hommes.

Et puis, il y a la question de l'argent qui est omniprésente en politique. Les femmes ont un accès bien plus limité aux ressources financières nécessaires pour mener des campagnes compétitives. Les réseaux de financement (partis, mécènes) restent dominés par des hommes.

C'est peut-être pour ces raisons qu'en 2019, le législateur béninois a fait le choix d'insérer dans les dispositions de la loi 2019-43 portant code électoral (articles 144 et suivants) une mesure de discrimination positive à l'égard des femmes candidates à l'Assemblée nationale. En effet, sur les 109 sièges disponibles au Parlement, 24 (à raison d'un par circonscription) sont réservés aux femmes. Il est vrai que cette mesure présente un caractère novateur, en ce sens que les femmes sont désormais plus que

jamais mieux représentées au Parlement, mais au fond l'on se demande si elle est vraiment la panacée à la problématique. D'abord, lorsqu'on s'intéresse au nombre total de femmes actuellement présentes à l'Assemblée nationale, on relève qu'elles sont 29, soit "seulement 5" qui ont "compété avec des hommes" pour décrocher leur siège. Il va sans dire que les partis politiques disposent désormais d'un excellent argument pour moins positionner les femmes sur les sièges/postes à "disputer" dans les circonscriptions électorales ou ailleurs. D'ailleurs, le bureau de l'Assemblée nationale ne compte actuellement qu'une seule femme, aucune des 5 Commissions permanentes n'est présidée par une femme. Il en est de même pour les groupes parlementaires...

Quelles actions votre association a-t-elle mises en place pour contribuer à surmonter ces obstacles ?

Au GJB, comme le Président Mandela, nous croyons fermement que l'éducation est l'arme la plus indiquée pour transformer notre société. Donc, aux barrières culturelles, nous répondons avec une politique toute simple : c'est dès notre jeunesse que nous devons cultiver l'inclusion. Dès maintenant, pendant que nous nous formons, nous apprenons à accepter que les femmes autant que les hommes doivent contribuer à l'effort collectif pour atteindre le développement. Concrètement, nous avons inséré dans nos dispositifs, qu'au minimum 1/3 des dirigeants du GJB soient des femmes, et ce à tous les niveaux : des Mairies des Jeunes au Conseil des Ministres, en passant par les Préfectures des Jeunes. L'objectif, au-delà d'une simple question de représentativité, est double : former dans notre génération suffisamment de femmes leaders, et insérer dans notre conscience collective que la valeur politique de l'individu n'a rien à voir avec sa condition.

De même, nous n'hésitons pas à collaborer avec toutes les organisations de jeunes qui partagent cette vision. C'est d'ailleurs dans ce cadre que nous nous sommes fermement engagés aux côtés de Women and Power Association. Dans le cadre de son projet VoLeFe, nous avons signé un mémorandum d'entente pour plus de représentativité des femmes dans les communes de la circonscription électorale.

Quelles recommandations feriez-vous aux partis politiques et aux institutions pour améliorer l'accès des femmes aux ressources ?

Il conviendrait d'agir sur le double plafond auquel elles sont confrontées.

Sur la question des stéréotypes culturels qui freinent l'adhésion des donateurs, les partis politiques et les institutions pourraient, par exemple, instaurer des fonds dédiés aux campagnes féminines ou offrir des incitations fiscales pour encourager les dons à ces initiatives.

Et pour favoriser l'accès des femmes aux réseaux de financement, des programmes de sensibilisation et de formation visant à déconstruire les stéréotypes de genre contribueraient à modifier les mentalités et à ouvrir de nouveaux réseaux de soutien financier.

Pour notre part, le législateur fait beaucoup, mais le verre n'étant encore qu'à moitié plein, il doit aller beaucoup plus loin. A l'instauration du quota de femmes pour l'Assemblée nationale, nous nous en sommes félicités. Toutefois, nous nous sommes également demandé si, par souci de subsidiarité, il n'aurait pas été plus utile de l'implémenter en amont (ou à défaut concomitamment) au niveau le plus bas de l'appareil politique : au cœur de la Décentralisation, dans les conseils communaux. Parce que, à notre entendement, une mesure de nature politique dont l'application commence à la base, a de grandes chances de rencontrer le succès. Qu'à cela ne tienne, il est encore presque temps, les élections étant dans une dizaine de mois, d'étendre la mesure à nos communes et imposer qu'en vienne de chacun des 546 arrondissements, au moins une femme.

Par ailleurs, il semble que malgré les dispositions de la loi 2018-23 complétée par la loi 2019-41 portant Charte des Partis politiques, les écoles des partis aient encore du mal à fonctionner. Peut-être serait-il temps que le législateur trouve des moyens plus contraignants à l'égard des partis qui n'arrivent pas encore à en percevoir la pertinence ?

Comment votre association envisage-t-elle la participation politique des femmes au Bénin d'ici 2026 ?

Le Gouvernement des Jeunes du Bénin ne peut qu'émettre un souhait. Voir les femmes, au même titre que les jeunes et les autres couches en quête d'inclusion, à des positions éligibles en 2026 que ce soit aux législatives et communales couplées, ou à la Présidentielle. Même s'il reste encore peu de temps pour y arriver, tout est encore possible.

Les initiatives phares de Women and Power Association

